



Tous droits réservés

DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

Séance 3 - La fiducie

I.	La formation du contrat de fiducie.....	2
1)	Conditions de fond.....	2
2)	Conditions de forme	4
3)	Attributs de la fiducie.....	5
II.	Les effets du contrat de fiducie	6
A)	Les obligations des parties	6
1)	L'obligation d'information.....	6
2)	L'obligation de gestion et de sauvegarde	6
3)	L'obligation de transfert des biens fiduciaires.....	7
4)	L'obligation de restitution du constituant	7
B)	L'extinction de la fiducie.....	7

La fiducie a été insérée dans **le Code civil aux articles 2011 et suivants**, par **une loi du 19 février 2007**.

Elle était déjà utilisée en droit romain sous la forme de son ancêtre, la *fiducia*. Son utilisation laissait croire qu'elle permettait évasion fiscale et détournement d'argent, et elle avait donc été supprimée du Code civil de 1804.

C'était sans compter sur les Anglo-saxons, qui utilisent son cousin, le *trust*, un acte juridique qui permet le transfert d'actifs. Pour permettre de poursuivre le commerce et d'avoir un instrument équivalent, le législateur français a donc fait le choix de la réintroduire.



Définition : La fiducie est un contrat par lequel un constituant transfère son patrimoine dans celui d'un fiduciaire, afin de le conserver (fiducie-gestion) ou de garantir une dette (fiducie-sûreté) (**art. 2011 C. civ.**).

Question : Quelles sont les conditions de formation de la fiducie ? Quels sont ses effets ?

I. La formation du contrat de fiducie

On distingue deux contrats de fiducie.

La fiducie-gestion permet de transférer les biens concernés dans le patrimoine du fiduciaire, qui va les gérer. Une fois le contrat terminé, les biens doivent être rendus à leur propriétaire initial.

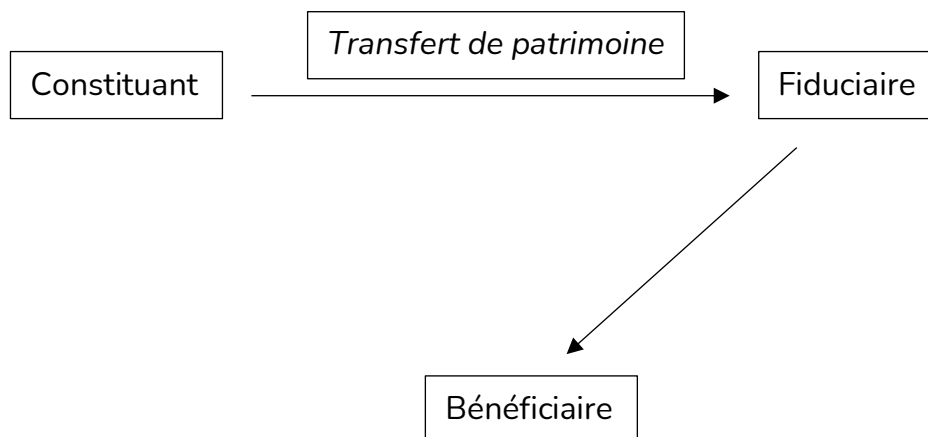
La fiducie-sûreté permet de transférer les biens afin de garantir une dette. Si la dette est réglée intégralement, le fiduciaire les transfère de nouveau. Si la dette n'est pas réglée intégralement, les biens vont au créancier.

1) Conditions de fond

Les deux seules utilisations possibles de la fiducie sont celles-ci. **L'article 2013 du Code civil** interdit la fiducie-libéralité.

La fiducie est un contrat qui fait intervenir trois parties : le constituant, le fiduciaire et le bénéficiaire. Généralement, le bénéficiaire est également le constituant.

On peut la schématiser ainsi :



a) Le constituant

Jusqu'à **une loi du 4 août 2008**, la fiducie pouvait être mise en place uniquement par une personne morale relevant de l'impôt sur les sociétés. Cette disposition a été supprimée par la loi. Désormais, toute personne physique ou morale peut être constituant d'une fiducie.



À retenir : Le constituant doit avoir sa résidence fiscale dans un pays de l'Union européenne, ou un pays qui a passé une convention spécifique avec la France.

Le constituant peut également être le bénéficiaire de la fiducie (**art. 2016 C. civ.**).

Il a la possibilité de désigner un tiers pour assurer la protection de ses intérêts dans le cadre du contrat de fiducie. Les personnes physiques ne peuvent renoncer à cette possibilité (**art. 2017 C. civ.**).

b) Le fiduciaire

Il peut y avoir un ou plusieurs fiduciaires. C'est le responsable des biens placés en fiducie.

La fiducie concerne généralement des patrimoines plutôt importants. Afin d'éviter les dérives, le législateur n'a conféré qu'à certains organismes la possibilité d'être fiduciaire.

L'article 2015 du Code civil les liste. Peuvent être fiduciaires :

- les établissements de crédits ;
- le Trésor Public, la Banque de France, la Poste, l'institut d'émission des départements d'outre-mer, l'institution d'émission d'outre-mer, la Caisse des dépôts et consignations ;
- les entreprises d'investissement habilitées professionnellement à fournir des services d'investissement ;
- les sociétés de gestion de portefeuille ;
- les entreprises d'assurances.
- les avocats.



À retenir : La qualité de fiduciaire est une mission qui peut être effectuée gratuitement ou contre une rémunération.

c) Le bénéficiaire

Le bénéficiaire est celui qui profite de la fiducie. Dans le cas de la fiducie-gestion, il s'agit du constituant ou d'un tiers. Dans le cas de la fiducie-sûreté, il s'agit du constituant ou du créancier.

2) *Conditions de forme*

La fiducie doit être faite expressément par écrit (**art. 2012 C. civ**). Elle doit en outre comporter des mentions obligatoires, telles que la durée qui ne peut excéder 99 ans, ou l'identité des parties (**art. 2018 C. civ**). Leur absence frappe le contrat de nullité relative.

Le contrat de fiducie doit ensuite faire l'objet d'une publication au registre national des fiducies (**art. 2020 C. civ**).

3) *Attributs de la fiducie*

Le transfert des risques est applicable au contrat de fiducie puisqu'il opère un réel transfert de propriété.



À retenir : L'adage *res perit domino* s'applique donc à la fiducie, sauf si les parties décident d'en convenir autrement.

a) L'existence d'un patrimoine

L'article 2011 du Code civil dispose que les biens doivent être transférés dans un patrimoine distinct de celui du fiduciaire.

b) Le transfert de propriété

Comme dans la vente, la fiducie permet un réel transfert de propriété, même si celui-ci est temporaire.

Ainsi, il y a un premier transfert de propriété du constituant vers le fiduciaire – puis un second du fiduciaire envers le bénéficiaire.



Attention : Ce n'est pas parce que le fiduciaire est propriétaire des biens temporairement qu'il peut agir librement. Nous allons voir plus loin qu'il a des obligations. Il agit dans le but poursuivi par le contrat de fiducie.



À retenir : Il s'agit donc d'une propriété différente de celle prévue par l'article 544 du Code civil. Le fiduciaire a une propriété temporaire et limitée. En outre, le fiduciaire est limité dans ses missions, par le contrat lui-même (**art. 2018 C. civ.**).

II. Les effets du contrat de fiducie

A) Les obligations des parties

1) *L'obligation d'information*

Le fiduciaire a une obligation d'information précontractuelle de mission et de conseil, particulièrement puisqu'il s'agit de professionnels. En cas de manquement, le fiduciaire engage sa responsabilité délictuelle.

Il a également une obligation d'information pendant le déroulé de la fiducie. **L'article 2022 du Code civil** impose au fiduciaire de rendre compte de ses missions à la périodicité qu'il a choisi avec le constituant dans le contrat.

Enfin, le fiduciaire doit informer le constituant dès qu'il a la possibilité de réaliser une action qui serait bénéfique aux biens fiduciaires.

2) *L'obligation de gestion et de sauvegarde*

Le fiduciaire est devenu propriétaire des biens fiduciaires pendant le temps du contrat. À ce titre, il doit les administrer et les gérer.

Si le fiduciaire commet une faute dans l'exercice de ses fonctions, conduisant à la détérioration ou la perte des biens, il sera considéré comme responsable. Il devra alors réparer le préjudice sur son patrimoine personnel (**art. 2026 C. civ.**).

Il ne peut cependant pas dépasser les limites de ses fonctions (**art. 2022 C. civ.**).

3) L'obligation de transfert des biens fiduciaires

À la fin du contrat, il est impératif que le fiduciaire retransmette les biens.



À retenir : Il peut arriver que les parties choisissent de vendre les biens à la fin de la fiducie. Dans ce cas, le fiduciaire vend les biens. Il doit ensuite transférer le prix de la vente au bénéficiaire.

Dans les deux cas, il est obligatoire qu'il y ait un second transfert de propriété.

4) L'obligation de restitution du constituant

Il peut arriver que le constituant souhaite conserver l'usage des biens fiduciaires. Cela est permis par **l'article 2018-1 du Code civil**.

Dans ce cas, le constituant doit rendre les biens dans l'état dans lequel ils étaient à la conclusion de la fiducie. Il peut s'exonérer de cette obligation s'il prouve une détérioration par force majeure, usure normale, ou dégradations ne relevant pas de sa faute.

Toutefois, s'il n'y parvient pas, il engage sa responsabilité contractuelle.

B) L'extinction de la fiducie

Il existe trois causes à l'extinction de la fiducie, prévues par **l'article 2029 du Code civil** :

- le décès du constituant, s'il est une personne physique ;
- la fin du contrat de fiducie ;
- la réalisation de l'objectif prévu au contrat.

L'alinéa 2 de l'article dispose également que la fiducie prend fin si tous les bénéficiaires y renoncent, ce qui en pratique, n'arrive que dans les cas de fiducie-gestion.

Enfin, la qualité du fiduciaire est importante. Si celui-ci fait l'objet d'une liquidation judiciaire, d'une dissolution, d'une cession, d'une absorption, ou dans le cas d'un avocat, s'il est radié, interdit temporairement d'exercer, ou omis du tableau, la fiducie prend fin.